

# “L’organisation de tests d’orientation en rhéto est une fausse solution”

## Un rapport alternatif

**Ares.** L'idée d'organiser un test d'orientation obligatoire en fin de secondaire ou en début du supérieur a été relancée en octobre par un panel d'experts réunis par l'Ares, l'académie qui chapeaute l'enseignement supérieur. Ces experts étaient

chargés de remettre un rapport pour penser les défis que rencontrerait à l'avenir l'enseignement supérieur francophone belge.

**Fef.** Ce rapport, c'est peu de le dire, n'a pas plu à la Fef qui considère que des questions importantes ont été éludées. Maxime Mori cite les

conséquences de la croissance de l'enseignement privé, ou le manque de perspectives pour les écoles d'art. La Fef annonce dès lors qu'elle rédigera cette année, avec de nombreux contributeurs issus du monde académique et de la société civile, un "rapport alternatif" souhaité plus audacieux et visionnaire.

■ Maxime Mori, président de la Fédération des étudiants francophones, avance d'autres pistes.

L'idée, lancée notamment par le MR (voir "La Libre" du 23 novembre), d'organiser des tests d'orientation obligatoires pour tous les futurs étudiants afin de les aider à discerner leurs forces et faiblesses ne va pas passer comme une lettre à la poste. Au contraire, elle augure un débat pédagogique et idéologique serré.

Ce débat sera d'autant plus complexe que les dispositifs évoqués sont très divers, soulignait sur Twitter Julien Nicaise, l'administrateur de l'Ares (l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur). Ces dispositifs varient en effet en fonction du moment où les tests seront organisés (en fin de secondaire ou au début du supérieur), de leurs contenus et de leurs conséquences. Viseront-ils à informer les élèves de leur niveau et du niveau attendu ? Chercheront-ils à les orienter ou même à les sélectionner ?

### Une solution rustine

Quelle que soit la formule arrêtée, la Fef, la Fédération des étudiants francophones, affirme son scepticisme quant à de tels projets. "Avant tout, nous sommes méfiants", précise Maxime Mori, le

président de la Fef. "Le ministre de l'Enseignement supérieur Jean-Claude Marcourt est nuancé devant le Parlement, mais si on fait le bilan de son action, on voit clairement qu'il n'est pas fermé à la mise sur pied de tels filtres. On l'a vu en médecine, en médecine vétérinaire, et il devrait bientôt y avoir un test de français à l'entrée de la formation initiale des enseignants. Or, ces tests et examens d'entrée n'ont pas été accompagnés d'une véritable politique d'aide à la réussite. Pourquoi devrait-on espérer qu'une telle politique accompagne les prochains tests ?"

"Mais c'est aussi sur le fond que nous nous opposons à ces dispositifs qui nous paraissent être de fausses solutions", continue Maxime Mori. "Pour favoriser une meilleure orientation des jeunes, nous pensons que bien d'autres choses peuvent être organisées. Je pense par exemple à un centre d'orientation public organisé par la Communauté française qui ne fait rien en la matière. Ou à un salon public de l'étudiant. Aujourd'hui, les seuls salons sont des salons privés, dans lesquels les établissements organisent du marketing pour attirer les étudiants et bénéficier d'un maximum de financements. Et puis, si on met de tels tests en place, comme le propose le MR, que fera-t-on ensuite pour ceux qui les auront ratés ? On organisera une année préparatoire ? Je pensais que l'enseignement supérieur était déjà structurellement sous-

financé... On proposera des cours particuliers qui seront impayables pour certains étudiants ?"

### Un gâteau à faire croître

Pour la Fef également, justifier de tels tests orientant ou sélectionnant les étudiants au nom du démantèlement de l'enseignement supérieur

est un "faux débat révélateur de solutions rustines". "Le vrai débat est celui du refinancement. On nous objectera sans doute que la Communauté française n'a pas de budgets extensibles, mais la manière dont on oriente le débat est déjà révélatrice de choix politiques..."

"Fondamentalement, conclut Maxime Mori, je pense que le vrai problème est que l'ensemble des

Pour la Fef, le vrai débat est celui du refinancement de l'enseignement supérieur.

acteurs considèrent l'enseignement supérieur et la connaissance qu'il incarne comme un gâteau à partager. Tous les acteurs, institutionnels ou politiques, font tout pour défendre leur part. On oublie que la connaissance n'est pas un gâteau à partager, mais une ressource qui croît plus on la nourrit. Si les acteurs collaboraient et si on investissait dans l'enseignement supérieur, tout le monde en bénéficierait, et on ne chercherait pas à sélectionner pour sauver l'enseignement. La matière grise est la seule matière première dont bénéficie la Belgique. Investissons-y."

BdO